

les mouvements massifs de réfugiés, et les nouvelles réalités environnementales comme les changements climatiques;

- la pénurie déjà évoquée, à l'ACDI, de spécialistes des questions de population;
- les distractions qu'ont constituées les réorganisations prolongées à l'ACDI et qui, espère-t-on, sont maintenant enfin terminées;
- les changements ministériels répétés.

En 1990-1991, notre assistance en matière de population, définie d'après les critères du CAD, s'élevait à 45,4 millions \$ (correspondant à 1,5 % de notre APD à cette époque, part que l'auteur avait recommandé de porter à 2 %). Elle a été réduite de manière draconienne de 30 % au cours des trois années suivantes, mais de 1993-1994 à 1995-1996, grâce aux vaillants efforts déployés par quelques responsables à l'ACDI, elle a été maintenue à environ 30 millions \$, malgré la compression du budget général de l'ACDI. En 1996-1997, les décaissements sont tombés à un creux jamais atteint en 10 ans de 28,13 millions \$. Comme les autres États membres de l'OCDE ont augmenté le montant de leur assistance en matière de population en réponse à la CIPD, nous nous situons à l'heure actuelle à peu près au dixième rang seulement quant à nos dépenses par habitant à ce chapitre et à ce rang également pour nos efforts en vue d'atteindre l'objectif fixé à la CIPD, que nous avons accepté au Caire ainsi qu'à l'OCDE. Il ne s'agit pas là d'un bilan très honorable pour un pays qui se pique d'être si déterminé à satisfaire aux besoins prioritaires du Tiers Monde. Nous nous situons derrière les États-Unis, même après les mesures draconiennes imposées par le Congrès Gingrich.

Le graphique ci-dessous permet de voir cet écart marqué entre la tendance générale à la hausse des décaissements des pays donateurs au chapitre de l'aide en matière de population et la tendance marquée à la baisse de ceux du Canada. (L'aide accordée par tous les pays est indiquée en fonction des critères de la CIPD, comme elle était signalée dans le tableau sur les contributions individuelles de la page 32, tandis que le montant d'aide du Canada était indiqué en fonction des critères du CAD. Cela n'élimine toutefois pas le contraste flagrant.)